

Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative

**Economie sociale
et solidaire:
regards croisés sur un
modèle de développement
alternatif**

**L'économie sociale et solidaire:
Essai de cadrage théorique**

Erik Rydberg

Publié avec le soutien du



Avril 2010

Gresea asbl

Rue Royale 11, 1000 Bruxelles, Belgique

Tél. 02/219.70.76 - Fax 02/219.64.86

Email: gresea@skynet.be

Site: www.gresea.be

Editeur responsable: Erik Rydberg

*Publié avec le soutien du Conseil Wallonie-Bruxelles
de la Coopération internationale*

Cette plaquette tente d'offrir un condensé théorique au cycle de débats, de réflexions et d'échanges organisés, du 22 au 24 mars 2010, dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale.

Conçu et réalisé par la FGTB Wallonne en partenariat avec Solidarité socialiste et le Groupe de recherche pour une Stratégie économique alternative, ce cycle d'échanges avait pour thème "L'économie sociale et solidaire: regards croisés sur un modèle de développement alternatif". La question est d'actualité!

A un moment où le capitalisme néolibéral et l'économie de marché non régulée se voient discrédités par la maximisation du profit, son corollaire d'injustices sociales et les crises profondes et systémiques (financière, sociale, climatique) dans lesquelles ils ont jeté les populations, l'heure est en effet bien choisie. La crise du système économique révèle la nécessité urgente de développer de nouvelles alternatives et l'économie sociale et solidaire, d'évidence, en est une, prometteuse, notamment, en raison de ses rapports avec la campagne nationale que mènent, depuis 2008, syndicats et ONG en faveur du travail décent.

Le rapport entre économie sociale et travail décent n'est pas à démontrer. La campagne travail décent cherche par divers moyens, surtout juridiques,

à garantir des conditions de vie et de travail correctes aux peuples du monde entier. Une réorganisation (une socialisation) radicale de l'économie en naturellement un des meilleurs moyens pour y parvenir. L'une va avec l'autre...

Pour jeter des pistes, nécessairement internationalistes, il est toujours utile de procéder par voie de regards croisés et, dans le cas des modèles économiques alternatifs, en réservant une large place aux exemples venus du Sud.

Du Sud, c'est le projet Banco Palmas qui alimentera les réflexions. Et d'abord parce que les racines de ce projet sont populaires: il est porté par l'Association des résidents du Conjunto Palmeira, un quartier populaire de 32.000 habitants situé dans la périphérie de Fortaleza, dans le Nordeste au Brésil.

Le terme de "banque", quant à lui, n'induit pas erreur. Rien à voir avec Fortis, Dexia ou BNP Paribas. Gérée par les habitants, la Banco Palmas garantit des microcrédits pour la production et la consommation locales à des taux d'intérêt très bas, sans exiger de garantie notamment en matière de revenus. Ce sont les voisins qui se portent garants du débiteur en jugeant si la personne est responsable ou non. Elle a commencé avec... dix clients et un premier prêt d'environ 800 euros. Elle dispose aujourd'hui d'un portefeuille de 22.500 euros, elle a créé sa propre monnaie

valable dans les échanges au niveau du quartier et elle délivre sa propre carte de crédit. Une économie autrement, cela n'a rien d'utopique. Depuis la création de la Banco Palmas, en janvier 1998, le Brésil a vu fleurir une cinquantaine de banques communautaires... La "floraison" sera-t-elle mondiale? C'est à cette interrogation qu'invitent les lignes qui suivent.

L'économie sociale et solidaire:

Essai de cadrage théorique

Les Nations unies ont proclamé 2012 l'année des coopératives en saluant au passage la contribution de ce secteur "à la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'intégration sociale". On a là le signe d'un regain d'intérêt pour l'économie sociale, un parmi beaucoup d'autres.

On n'interprétera pas autrement les "regards croisés" (organisés dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale) en posant la question de l'économie sociale et solidaire comme modèle de développement alternatif. Ce séminaire, organisé s'est déroulé sur le site hautement

L'économie sociale en quelques chiffres

Au plan mondial, l'économie sociale associe sans gros accrocs quelque 100 millions de travailleurs au plan mondial et compterait quelque 800 millions de membres.

L'Argentine a récemment fait figure de modèle. Ebranlé par le crash financier de 2001, ce pays a donné l'exemple de travailleurs qui, avec succès, ont remis sur les rails, sous la forme de coopératives, quelque 160 entreprises désertées par leurs "propriétaires".

L'économie sociale a beau être discrète, elle ne manque pas de poids. En 2008, lors des élections prud'homales en France, ses listes ont recueilli 19% des voix patronales. C'est près d'une voix sur cinq...

symbolique de la Socomef, principale coopérative de production en Région wallonne, fonde et justifie les lignes qui suivent: une tentative de recadrage théorique de l'économie sociale, aujourd'hui sujet à un certain engouement.

On peut commencer par le **vocabulaire**. On lui donne plusieurs noms: économie sociale, coopératives, tiers secteur, non marchand, entreprises à finalité sociale, etc. Un enfant chéri porte beaucoup de noms et cela risque de prêter à confusion. On peut tenter de se mettre d'accord là-dessus, car entre les différents termes existent des nuances, mais on peut tout aussi bien y renoncer. Car ils renvoient tous, pour reprendre l'intitulé du séminaire, à des modèles de développement (socio-économiques) alternatifs. Autre chose, pour parler français, que le système capitaliste, l'économie de marché. Une alternative à cela. C'est l'occasion, déjà, de poser quelques balises théoriques.

Trois cloisons

Cet "autre chose" peut en effet, **primo**, signifier la mise en place d'**alternatives concrètes** au capitalisme et à l'économie de marché (deux termes qui sont synonymes comme l'économiste franc-tireur J.K. Galbraith l'a une fois pour toutes souligné¹). Ce qui est alors sous-entendu, c'est la volonté d'un "**produire autrement**" (démocratisation de la production).

Mais cet "autre chose" peut, **secundo**, également signifier une **alternative de "management"** où l'accent est mis sur la réforme du fonctionnement interne de l'unité de production, qu'elle soit une entreprise ou une association sans but lucratif. Est cette fois sous-entendue la volonté d'un "**vivre autrement**" (démocratisation de l'appareil de production), où s'agglomèrent sans se confondre des notions telles que cogestion, autogestion et égalitarisme.

Enfin, **tertio**, cet "autre chose" reçoit aussi, aujourd'hui, la signification d'une **alternative à l'Etat**, au régime de démocratie parlementaire et aux services publics: c'est l'idée, par un mouvement d'affaiblissement de ces derniers, que la "société civile" serait plus apte à définir et concrétiser l'intérêt général, y compris dans les activités économiques. Relayé par les slogans de démocratie participative ou directe, on a ici le sous-entendu d'un "**gouverner autrement**", lui-même sous-entendu par la tendance générale à la privatisation de la norme démocratique.

Ces trois dimensions de l'économie dite sociale ne sont pas hermétiques – ni exhaustives de la question puisque, via les coopératives d'achat, un autre de ses versants, inspiré des initiatives populaires de secours mutuel, accentue quant à lui le "consommer autrement".

Il y a entre ces diverses "visions" politiques de l'économie sociale des liens évidents.

Qui s'attache ainsi principalement au "produire autrement", en posant dès lors comme essentielle la **finalité** d'une production (**pourquoi, pour qui?**) ne sera pas indifférent, ce faisant, à la question du "vivre autrement" et, donc, à la **nature des rapports** qu'il conviendrait d'établir collectivement entre les travailleurs librement associés (**comment? avec qui?**).

Le privé et le public...

"Le manque de transparence de la société anonyme et la financiarisation de l'économie portent atteinte à l'esprit d'entreprise, aux politiques d'investissements, à la croissance économique et à l'emploi."

"Le «contrôle ouvrier» (...) constitue un outil essentiel du contre-pouvoir indispensable à l'émergence de l'alternative économique démocratique."

Marcel Bartholomi,
FGTB Verviers,
Président du Comité de gestion
de la Socomef

Il en va de même lorsqu'on s'attache en ordre principal à la troisième forme, le "gouverner autrement" (on quitte le pourquoi, pour qui, comment et avec qui pour tout centrer sur: **qui?**). Cet angle d'attaque pourra difficilement faire l'impasse sur l'examen de la nature des rapports sociaux qui vont en découler, comme l'y invite la seconde forme avec ses questions sur le "comment diable!".

Ces trois manières d'aborder l'économie sociale, on le voit, ne sont pas isolées les unes des autres, mais il n'est pas rare, par la priorité politique donnée à l'une d'elles, qu'on en vienne à perdre de vue les autres et, par voie de conséquence, la vision d'ensemble théorique qui seule permet de savoir dans quelle pièce on joue.

L'alternative, cent fois sur le métier...

"L'importance des «petits leviers» auxquels fait appel le mouvement coopératif doit être considéré en parallèle avec la campagne internationale pour le travail décent lancée par l'Organisation internationale du Travail - et avec celle que mène, depuis 2009, la FGTB wallonne sous la bannière "Le capitalisme nuit gravement à la santé".

Annick Thyré
Secrétaire générale adjointe de la
FGTB wallonne

L'usine sans patron

Quittons ces "trois cloisons" pour retenir le fil conducteur qui les a dressées. L'économie sociale, c'est vouloir autre chose, une autre économie: une aspiration à ce qu'on nommera volontiers la **démocratie économique**.

Ce n'est pas neuf. Dans un numéro thématique publié en avril 1994 par Alternatives wallonnes, "journal de la nouvelle économie sociale", le titre qui barre la couverture s'exclame: "Mais où en est la démocratie économique". Au fil de ses pages, la plupart vieilles, il est fait référence aux travailleuses du "Balai libéré" qui ont réussi pendant douze ans à maintenir en vie, sous forme autogestionnaire, leur entreprise de nettoyage. L'affaire est moins anecdotique qu'il n'y paraît: le coup d'envoi de cette aventure sera marqué par une lettre recommandée envoyée à leur patron, licencié "pour parasitisme"².

Ce n'est pas neuf en 1845, déjà. Dans les statuts de la Compagnie des Industries-Unies établie à cette date par des travailleurs qui avaient fait choix de s'émanciper eux-mêmes, il est stipulé que la coopérative "n'aura pas d'intérêts contraires à ceux des ouvriers". En matière d'objectif, il lui assigne la mission de "effacer de nos mœurs la tâche du salaire". Enfin, il proclame: "Producteurs et consommateurs, tout le monde gagnera à cette constitution du travail délivré de ses parasites."³

C'est, à 150 ans de distance, un même espoir.

L'espoir d'usine sans patron, d'une **économie démocratisée**, elle-même réponse à ce qui doit apparaître, rationnellement, comme une anomalie, un débris de féodalisme. Depuis le début de l'industrialisme, les différents secteurs d'activité économique ont vu se développer, entre les travailleurs intervenant dans le procès de production, des formes de collaboration de plus en plus étendues (à l'horizontale, dans l'espace) et de plus en plus étroites (à la verticale, dans l'usine). Mais cette "collaboration" n'est que technique, elle n'est que division du travail entre "exécutants", division des exécutants sous couvert de travail.

De collaboration, en réalité, il n'y en a point. L'économie de marché est une économie clôturée: propriété privée. Elle ne connaît et ne reconnaît que des **propriétaires** et des **exécu-**

Les quatre critères du décret wallon Economie sociale (2008)

1. La finalité de service aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit
2. L'autonomie de gestion
3. Le processus de décision démocratique
4. La primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus

tants. En un mot comme en cent, en voulant dépasser cela, l'économie sociale, immanquablement, se heurte à cela.

Zoning alternatif?

Là encore, on a affaire à une histoire ancienne. Depuis le début de l'industrialisme et depuis l'émergence, concomitante, d'une conscience ouvrière et d'un mouvement ouvrier, l'idée d'un "produire autrement", sans patrons ni propriétaires, a été un des axes d'action et de réflexion fondamentaux chez les travailleurs. Soit par renversement du régime capitaliste, soit – ceci n'empêchant pas cela – par la constitution de formes économiques parallèles qui, ici et maintenant, constitueraient les **laboratoires** de la future économie démocratique ("réglée" pour reprendre la formule heureuse de Gramsci). Par exemple sous la forme de coopératives. L'économie sociale est née.

Elle est née mais, hier comme aujourd'hui, en étant porteuse d'une ambiguïté. Elle repose en effet, théoriquement, sur deux conceptions radicalement divergentes, rarement exprimées, aujourd'hui bien moins qu'hier.

C'est que, pour beaucoup, la coopérative n'a rien du laboratoire. Elle est, ici et maintenant, l'utopie réalisée. Un **but en soi**. L'économie sociale demeure certes un phénomène marginal mais, diront les plus optimistes, patience!

Dérives conceptuelles

"Le glissement conceptuel prend tout son sens en Europe, avec la nouvelle Commission Européenne au début du XXI siècle. La Commission est totalement restructurée et les acteurs de l'économie sociale, qui auparavant étaient regroupés avec les ONG et les fondations dans une conception proche de l'économie sociale comme on l'a toujours connue, sont maintenant séparés: la Direction Générale Entreprises va s'occuper des coopératives sous son unité "artisanat, petites entreprises, coopératives et mutuelles" et se vouer à l'inclusion, à la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), aux consommateurs et aux services de proximité, à l' "entreprise sociale". Les coopératives continuent, dans le même temps, à faire partie de "l'économie sociale" dans les politiques européennes de la DG Emploi."

Ramenées à leur plus simple et crue expression, les missions de l'économie sociale, pour la Commission européenne, consistent à:

- 1) fournir des tremplins aux PME,
- 2) assurer les services de proximité à bas prix, et
- 3) former des personnes non qualifiées.

Claudia Sanchez Bajo

membre du Groupe d'accompagnement du Gresea

A l'inverse, à la gauche du mouvement ouvrier, le mouvement coopératif ne peut avoir de valeur qu'à titre **d'exemple**: la coopérative est la preuve que la chose est possible. Sans plus. C'est ainsi que s'exprimait en 1864 Karl Marx: "Par des actions et non par des raisonnements, elles [les coopératives] ont prouvé que la production sur une grande échelle, et en accord avec les exigences de la science moderne, peut marcher sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de "bras" (...)"⁴. Tout en mettant en garde contre les faux espoirs que les coopératives risquent de susciter. Le régime capitaliste ne sera pas transformé par la création, ici et là, de petits zonings alternatifs.

C'est dire que, sans cesse, à gauche, la question s'est posée de la signification politique d'initiatives tendant à organiser, ici et maintenant, des **modèles réduits** de ce que pourrait être, demain, un dépassement du capitalisme et de son rapport social entre dominants et dominés – au risque de ne lui apporter que des alibis sous forme de "réserves d'Indiens" pacifiées?

Laboratoire d'une nouvelle économie

Cette distinction faite, on limitera ici le propos aux potentialités de l'économie sociale en tant que laboratoire d'une économie future, à réinventer.

La Socomef fournit d'une certaine manière une illustration. De quoi? Primo, du fait que l'économie sociale, entendue comme alternative à l'économie de marché, ne peut exister, en co-existence avec cette dernière, qu'en tant que curiosité. Que pèse, en effet, la Socomef, à côté d'Arcelor-Mittal, Carrefour, Caterpillar, Solvay ou la FN Herstal, pour ne citer que ces dorsales de l'activité économique? Comment imaginer une seconde que la Socomef puisse faire assez de petits pour menacer le mode de production dont il demeure, depuis près de 30 ans, le seul contre-modèle en Wallonie? C'est un peu désespérant.

Mais secundo, à l'inverse, la Socomef a valeur d'exemple. Il faut voir cela sur place pour comprendre. La coopérative fabrique depuis 1981 des brûleurs de chaudières à mazout. Les travailleurs, en majorité des femmes, façonnent, ajustent et assemblent ces brûleurs de A à Z.

C'est un **modèle de production** à faible intensité capitalistique: beaucoup de machines, certes, mais à vocation quasi artisanale, ce n'est ni robotisé, ni automatisé, encore moins "intégré". La plupart des composants métalliques sont usinés un par un sur place, chacune de leurs phases de transformation (pliage, forage, assemblage, etc.) conduisant au produit fini correspond à un poste de travail distinct. Voilà qui n'a rien de désespérant. C'est ainsi que, soumise aux mêmes difficultés d'investissement

en moyens de production à forte te-
neur capitaliste, la Chine fait place
aujourd'hui à un chaînage de la pro-
duction qui rétablit l'unité du procès
du travail manuel et, par la même
occasion, la **possibilité d'un contrôle**
par les travailleurs sur leurs propres
conditions de travail.

Et c'est encore la Socomef qui mon-
tre l'exemple par son **système de**
comptabilité, établi par et pour les
travailleurs, en fonction de leurs be-
soins. Ce qu'on a là, devant les yeux,
c'est une fonction essentielle de
l'économie sociale: elle est **une**
école. Si les travailleurs veulent un
jour prendre leur destin entre leurs
mains, ils doivent au préalable s'y
préparer.

A une économie réinventée, à venir,
il faut des travailleurs qui savent
comment faire fonctionner une usine
sans la "collaboration" de patrons,
d'experts ou de mercenaires en tous
genres. Il faut qu'ils soient préparés à
cesser, tant professionnellement que
mentalement, de fonctionner comme
de simples exécutants. Cela ne se fait
pas en un jour. Il faut pour cela des
écoles: des coopératives, des entre-
prises à finalité sociale, sans comp-
ter les espaces d'apprentissage que
sont les conseils d'entreprises.

C'est primordial. La nécessité d'un
apprentissage à la maîtrise de la
chose économique traverse tel un fil
rouge les réflexions du mouvement
ouvrier sur le fait coopératif. Il a va-

leur de modèle et répond à un be-
soin indispensable d'écolage.

Pas seulement. Ce n'est pas un but
en soi. Le but, c'est produire autrem-
ent, c'est la démocratie écono-
mique, universelle comme le suffrage
conquis au plan politique.

Ilya Ehrenbourg a trouvé les mots
pour exprimer cela. C'est dans son
roman sur la construction d'une acié-
rie à Kouznetsk, en Sibérie, au début
des années trente. Réalisée avec les
moyens du bord, dérisoires, elle exi-
gera un effort gigantesque des tra-
vailleurs. Un étranger de passage
s'en étonnera. Pourquoi tant de
peine, pourquoi ne pas faire tout cela
avec des machines modernes? Ré-
ponse: "Certainement ce serait pos-
sible d'avoir tout. Seulement nous ne
serions pas là. C'est-à-dire qu'il y au-
rait ici des messieurs de n'importe
quelle «Société Anonyme des Fonde-
ries de Kouznetsk» et nous travaille-
rons pour eux. Peut-être poserait-on
encore une dizaine de "greiflers"
(bennes preneuses). A mon avis
mieux vaut fouiller la terre avec ses
mains. Maintenant, si nous le faisons,
nous savons au moins que c'est pour
nous."⁵

Qu'y ajouter? La ligne de démarca-
tion théorique est claire.

Notes

1. J.K. Galbraith, "Les mensonges de l'écono-
mie", Grasset, 2004.
2. Alternatives wallonnes, n°91, avril 1994.
3. Sur cette revendication d'auto-organisation

économique des travailleurs français et bien d'autres, au 19ème siècle, voir "La parole ouvrière", textes de 1831-1851 réunis et présentés par Jacques Rancière, Editions La Fabrique, 2007.

4. Karl Marx, "Adresse inaugurale" de la 1ère Internationale, 1864 (La Pléiade, Oeuvres, vol.1, p. 466).

5. Ehrenbourg, "Le deuxième jour de la création", NRF Gallimard, 1933.

